



## La campagne pour évincer Mugabe s'intensifie au Zimbabwe

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2017

[wsws.org](http://wsws.org) 18 novembre 2017

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

L'Association des anciens combattants du Zimbabwe organise aujourd'hui, 18 novembre, une manifestation dans la capitale, Harare, pour demander la démission du président Robert Mugabe. Des dizaines de milliers de personnes sont attendues après que les dix sections provinciales que compte le parti de l'Union nationale africaine-Front patriotique (ZANU-PF) du Zimbabwe ont adopté des motions de censure à Mugabe.

Mugabe a refusé de démissionner hier et a été brièvement libéré de la résidence surveillée pour faire sa première apparition publique depuis que l'armée a organisé une révolution de palais mercredi.

Son apparition dans le rôle de président honoraire de l'Open University lors d'une cérémonie de remise des diplômes à Harare visait à donner une apparence de normalité à un transfert forcé des pouvoirs vers la faction de la ZANU-PF au pouvoir dirigée par son ancien vice-président, Emmanuel Mnangagwa. L'épouse du président, Grace Mugabe, n'était pas présente à la cérémonie.

Mugabe, maintenant âgé de 93 ans, a limogé Mnangagwa la semaine dernière afin de préparer le terrain pour l'ascension au pouvoir de Grace Mugabe, 52 ans. Elle dirige la faction G40 des couches bourgeoises plus jeunes de l'élite dirigeante. L'armée, sous la direction du commandant des Forces de défense du Zimbabwe, le général Constantino Chiwenga, a manifesté son soutien à Mnangagwa et appelé à mettre fin aux efforts de Mugabe pour marginaliser ou destituer les partisans de la vieille garde proche de l'armée.

Les militaires ont publié des déclarations via les médias publics du Zimbabwe soulignant leur respect pour Mugabe et citant les progrès des pourparlers « avec le commandant en chef le président Robert Mugabe sur la voie à suivre ». Mais les pourparlers se tiennent sous la menace et un haut responsable du ZANU-PF a averti que : « S'il devient têtu, nous ferons en sorte qu'il soit renvoyé le dimanche [...] Quand cela sera fait, il sera destitué mardi. »

Le président de l'association des vétérans de guerre, Chris Mutsvangwa, un allié clé de Mnangagwa, a été en première ligne pour demander que Mugabe s'en aille et rapidement. Mutsvangwa s'est vanté que « les vétérans de guerre du Zimbabwe [...] ont le soutien total des vétérans de guerre de l'Afrique du Sud, du gouvernement de l'Afrique du Sud [...] nous lançons un avertissement très fort à Mugabe et sa femme, c'est la fin pour lui. Il ne sera pas autorisé à continuer [...] Il doit prendre une décision aujourd'hui de partir [...] S'il ne part pas, nous réglerons les comptes demain. »

Il a déclaré aux médias que trois ministres du gouvernement de Mugabe, le ministre de l'Enseignement supérieur, Jonathan Moyo, le ministre des collectivités locales Saviour Kasukuwere et le ministre des finances, Ignatious Chombo, « sont en prison » avec d'autres. Moyo devait assister à la cérémonie de remise des diplômes avec Mugabe, mais n'était pas présent.

Quant à l'endroit précis où se trouve Grace Mugabe, c'est une énigme.

Selon divers reportages, Chombo a été arrêté à la caserne militaire George VI après un échange de coups de feu qui a tué plusieurs gardes de corps, tandis que Moyo est en fuite. Le ministre des affaires étrangères, Walter Mzembi, n'est pas revenu d'un voyage en Zambie voisine. Le ministre des affaires provinciales de Masvingo, Paul Chimedza, a été arrêté jeudi à un barrage routier de l'armée. Selon des informations non confirmées, Letina Undengem, secrétaire à l'administration de la Ligue des femmes, est également détenue.

Le directeur de l'Agence centrale de renseignement, Albert Miles Nguluvhe, a été relâché jeudi, avec la déclaration d'un haut responsable militaire indiquant que celui-là n'était pas membre de la faction du G40 et qu'il avait été arrêté pour « l'éloigner » du président.

Le secrétaire de la Ligue nationale de la jeunesse de la ZANU-PF, Kudzanai Chipanga, est détenu par l'armée. Il a présenté des excuses télévisées au chef militaire Chiwenga pour avoir critiqué les menaces précédentes de ce dernier d'intervenir pour arrêter les purges au sein de la direction du parti. « Nous sommes encore des jeunes. Nous mûrissons encore et apprenons de nos erreurs », a-t-il dit.

L'armée maintient un blocus autour des bâtiments clés, y compris le palais présidentiel - site des négociations en cours entre Mugabe et Chiwenga, arbitrées par le ministre sud-africain de la défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula et le ministre de la Sécurité intérieure Bongani Bongo. Mnangagwa avait fui en Afrique du Sud après avoir été démis de ses fonctions par Mugabe.

En plus du soutien aux militaires prêté par le gouvernement ANC de Jacob Zuma, se trouve également celui de la Chine. Pékin a déclaré jeudi que sa « politique d'amitié » envers le Zimbabwe ne changerait pas. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères Geng Shuang a déclaré lors d'un point de presse quotidien à Pékin : « Nous continuerons à développer une coopération amicale avec le Zimbabwe sur un principe de coopération gagnant-gagnant, mutuellement bénéfique. »

Plusieurs sources d'informations, dont CNN et le *Guardian* britannique, ont exprimé leurs inquiétudes sur le fait que la Chine était aux manettes du coup et en serait le principal bénéficiaire. Pointant la visite de Chiwenga à Pékin vendredi dernier, Simon Tisdall du *Guardian* a énuméré les « investissements importants de la Chine dans les secteurs minier, agricole, énergétique et de la construction », affirmant que « la force de guérilla pré-indépendantiste qui a porté Robert Mugabe au pouvoir [...] était financée et armée par les Chinois dans les années 1970. Les liens étroits ont continué jusqu'à nos jours. »

L'inquiétude générale est que la Chine ait établi une base économique au Zimbabwe à la suite des sanctions occidentales à partir de 2002. Le gouvernement du président Xi Jinping semble avoir été persuadé que Mugabe devrait être destitué en raison de l'effet conjugué des mesures prises l'année dernière - à savoir les « lois autochtones » - dirigées contre les investisseurs étrangers, y compris dans les mines de diamants, et par la crise économique

qui s'aggrave au Zimbabwe. Avec une inflation de 50 pour cent par mois et un déficit public de 1,82 milliard de dollars.

Chiwenga et Mnangagwa ont entretenu des relations amicales avec la Chine depuis des décennies. Mnangagwa a reçu sa formation à Pékin et à Nanjing dans les années 1960. Tisdall cite un entretien que Mnangagwa a accordé au radiodiffuseur public chinois CCTV il y a deux ans, dans lequel il soulignait, d'une manière on ne peut plus claire : « Nous devons savoir que l'investissement s'effectue là où il est rentable, nous devons donc créer un environnement où les investisseurs sont heureux de mettre leur argent. »

C'est cette menace géopolitique, plutôt que les inquiétudes hypocrites concernant le bilan de brutalité de Mnangagwa contre les opposants de la ZANU-PF, ou un supposé désir de « transformation démocratique », qui explique la réaction prudente au coup par les États-Unis, de la Grande-Bretagne et des autres puissances occidentales.

Le ministre britannique des affaires étrangères Boris Johnson a déclaré au parlement : « Personne ne veut simplement voir la transition d'un tyran non élu à un autre. Personne ne veut voir ça. Nous voulons voir de vraies élections justes et libres. »

Les membres de la sous-commission du Sénat des relations étrangères pour l'Afrique ont déclaré que : « Même si un changement de direction s'impose depuis longtemps, nous sommes préoccupés par les actions de l'armée. Nous exhortons les dirigeants des Forces de défense du Zimbabwe à assurer la protection de tous les citoyens et un retour transparent au contrôle civil. »

Le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, Donald Yamamoto, a déclaré à Reuters : « C'est une transition vers une nouvelle ère pour le Zimbabwe, c'est vraiment ce que nous espérons. »

Le gouvernement allemand a partagé ce sentiment. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères Rainer Breul a appelé tous les intéressés à travailler ensemble pour parvenir à une solution pacifique. Conscient de la manière dont les sanctions ont profité à la Chine, Stefan Liebich du Parti de gauche allemand a déconseillé d'imposer de nouvelles sanctions. Selon *Deutsche Welle*, il a suggéré que l'Allemagne « affirme son influence en tant que créancier, conditionnant les futurs prêts au Zimbabwe à un changement de pouvoir pacifique ».

Ce que Washington, Londres et d'autres cherchent à obtenir de tout nouveau régime est l'incorporation de forces qui soient loyales à eux et non à Pékin.

J. Peter Pham, directeur de l'Africa Center du groupe d'experts influent du Conseil de l'Atlantique, a écrit sur le site web du Conseil : « Il semblerait que [Mnangagwa] puisse chercher à former une sorte de « gouvernement d'union », éventuellement avec la participation de la faction du MDC (Mouvement pour le changement démocratique) fidèle à [Morgan] Tsvangirai, avec qui il aurait développé de bonnes relations au cours des dernières années [...] Il nous appartiendra d'attendre et de voir ce que seront ses premiers pas et de suspendre tout jugement. »

Tsvangirai a été élu secrétaire général du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) en 1998 et a fondé le MDC en 2000 pour défier ostensiblement Mugabe à la présidence. Mais derrière sa posture de dirigeant ouvrier, se trouvent des industriels, de grands propriétaires

terriens et les puissances impérialistes, au nom de qui le MDC parle encore.

Chris Marsden

Article paru en anglais, WSWs, le 18 novembre 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Chris Marsden](http://Chris Marsden), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Chris Marsden](http://Chris Marsden)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)